

suivre. Jamais, à mon avis, il ne s'est fait tant d'enquêtes; j'imagine que nous atteindrons un jour, un stade d'équilibre social, pour emprunter le langage des spécialistes des questions sociales, si la moitié de la population s'occupe à faire enquête sur l'autre moitié. J'ai entendu dire—mais je crois que cela est douteux—que les universités songent à préparer des cours qui conduiraient au diplôme de bachelier ès enquêtes. Or, comme ce «brillant» budget—je mets le mot brillant entre guillemets—n'a pas su reconnaître la disparité entre les régions atlantiques, il est temps, je crois, de lancer une enquête générale sur l'économie des Maritimes et des provinces atlantiques. Cette enquête tiendrait compte de tous les facteurs, de toutes les tendances, de toutes les conditions et de toutes les perspectives d'expansion de la région, et surtout des relations qui existent entre la région et le reste du pays. Elle examinerait avec soin le mode d'application de la politique nationale en ce qui concerne les objectifs économiques supérieurs des provinces atlantiques. Déjà, les commissions Duncan et White ont fait à cet égard des apports remarquables.

Après avoir observé avec regret comment le gouvernement fédéral montre peu d'intérêt et d'initiative en ce qui concerne l'économie atlantique, je suis d'avis que le moment est venu d'établir une autre commission royale d'enquête, à vaste portée, afin que nous puissions promptement prendre en considération, en nous rendant compte de l'urgence qu'il y a de le faire, le fait que, dans un pays vaste et prospère comme le Canada, il existe une région où la Confédération perd de plus en plus de terrain, alors que le reste du pays va de l'avant. Une autre commission royale d'enquête pourrait du moins faire porter l'attention sur cette question et procurer des renseignements assez impressionnants qui pourraient servir au ministre à un moment quelconque. Je recommande cette proposition au ministre et à la Chambre.

[Français]

M. Henri Latulippe (Compton-Frontenac): Monsieur le président, je suis heureux d'avoir l'occasion de dire quelques mots sur l'exposé budgétaire et sur la situation économique du Canada en général. On nous dit, d'après ce budget, que le Canada est prospère, que la prospérité règne partout, et que ça va bien. Après ça, quand ça va trop bien, on impose des restrictions pour empêcher les choses d'avancer.

Monsieur le président, on dit que l'économie va bien, alors pourquoi imposer des restrictions au crédit et restreindre les investissements?

Je voudrais bien avoir la force et la puissance nécessaire pour ouvrir les oreilles du

[M. Macquarrie.]

ministre des Finances et des autres ministres, surtout de ceux qui tiennent les leviers de commande, et particulièrement le premier ministre, le grand responsable de la présente administration, ayant la haute direction sur toute l'administration du pays et de ses citoyens.

Le ministre des Finances a entre ses mains tous les leviers de commande de tous les mécanismes, monétaire, économique et politique relatifs aux procédés de taxation de l'impôt sur le revenu et des profits. C'est à lui surtout, avec les autres, qu'il appartient d'analyser les revenus, les dépenses et les profits entre citoyens, familles et institutions.

Le ministre sait très bien, et par expérience, que nos systèmes démocratique et financier ne peuvent plus coexister et qu'au lieu de la démocratie, c'est une véritable dictature qui règne, qui empêche les jeunes, les vieux, les femmes, les hommes de vivre une vie de leur choix. Il devrait comprendre, en somme, que c'est une véritable dictature qui est exercée par l'arme de la faim.

On ne voit que du mécontentement partout au Canada, des grèves dans tous les secteurs; on demande des augmentations de salaires comme solution, nous voyons cela dans l'industrie, dans le transport, dans les postes, chez les professeurs, chez les ingénieurs, chez les étudiants, même chez les fonctionnaires du gouvernement: il n'y a pas de secteurs, sinon quelques-uns, qui ne soient pas touchés par les grèves. Pourquoi tant de mécontentement chez les travailleurs, chez les bâtisseurs du pays? Je pose la question au ministre, mais je répondrai pour lui. C'est parce que le peuple en a assez de la politique excessive pour le Canada, des rationnements, des restrictions de crédit, des programmes d'austérité, des excès de taxes, d'impôts, des enquêtes, des perquisitions, des formules, de la dictature et du carcan, de la perte de la liberté.

Le peuple n'est pas satisfait du présent régime. Dans notre pays, et à travers le monde, il y a un mécontentement général, de la crainte, de l'insécurité, des privations non nécessaires, une crise en suit une autre, d'un côté de grandes quantités de biens essentiels se perdent et, de l'autre, la moitié de la population se prive, les Canadiens sont dans le chômage et vivent dans des taudis.

Un fait demeure, monsieur le président, c'est que le présent régime économique fonctionne mal et qu'il conduit aux restrictions de crédit, à la surtaxation, au chômage, à la misère et à l'illogisme de la privation devant l'abondance.

• (5.00 p.m.)

Le système actuel punit les travailleurs qui font bien leur travail en les plon-